Le manifeste « écosocialiste » du « parti de la rue », sans rupture avec le capitalisme vert et faisant fi des enjeux climatique et génocidaire

Le « parti de la rue », qui compte porter son « *message à l'Assemblée nationale* » mais pas dans la rue, y va d'un manifeste alors que le congrès Solidaire de l'automne prochain attend un programme dont le brouillon circule déjà. C'est là une démission dès le point de départ alors que le manifeste affirme qu'il faut « *proposer des orientations précises dans les débats au sein de Québec solidaire* ». Ce manifeste veut « *faire avancer les valeurs et les idées progressistes* » mais non semble-t-il une politique anticapitaliste bien qu'il se réclame de l'écosocialisme. Il ne prend pas à bras le corps la clef de voute de la pluricrise du XXI^e siècle soit la crise écologique dont le noyau dur est celle climatique bardée de celles de la biodiversité et des multiples pollutions de l'eau, de l'air et du sol. Il ne l'articule pas avec la polarisation sociale clashant la ploutocratie contre le peuple-travailleur aux prises avec une réconciliation lui apparaissant impossible entre fin du monde et fin du mois.

L'enjeu en est pourtant la survie de l'humanité civilisée, sans barbarie, en voie de consommation par la chaleur et le feu de la terre-étuve dans le vide biologique de la sixième grande extinction des espèces, étouffée par le plastique en décomposition et empoisonnée par une soupe chimique qu'elle est forcée d'ingurgiter. Sans prise en main à gauche réduite à la gesticulation quand ce n'est pas à l'adaptation, l'oligarchie en alliance avec la lie réactionnaire de l'humanité instrumentalise son néofascisme. Le 1% compte sur la zombification de l'humanité afin de s'accaparer toutes les ressources et tous les pouvoirs en un omniscient et tout-puissant écofascisme numérique. Il tente follement de se tirer seul d'affaire dans des ghettos luxueux, des secrets refuges, des îles quelconques, sur la planète Mars ou quelque galaxie. L'aboutissement risque fort d'en être une guerre mondiale catastrophique.

Adieu à la société de soin bon marché, bienvenu au coûteux capitalisme vert

Les mots 'climat' et 'biodiversité' et leurs dérivés ne se trouvent pas dans le manifeste. Il faut le faire. On détecte le mot 'écologie' que dans diverses énumérations à une exception près soit la deuxième « orientation » sur sept : « *Se donner les moyens de financer la transition écologique, une décroissance dans l'utilisation des énergies et des ressources et une production centrée sur les*

besoins et le bien-vivre. » Apparemment la lutte écologique se réduit à un problème de financement alors que justement ce n'en est pas un. C'est le capitalisme vert qui coûte les yeux de la tête avec l'orgie d'énergie renouvelable qui court après la croissance au point de ne pas se substituer aux hydrocarbures mais de s'y superposer. À l'avenant, son transport collectif sous terre et dans les airs s'additionne au réseau routier dominé par l'auto solo; son étalement urbain de suburbs et d'exburbs dévore forêts et milieux humides; et sa nouvelle agro-industrie lourde en intrants artificiels et équipements lourds tente même de remplacer la lumière et la chaleur du soleil.

Au contraire, la société du soin et du lien basée sur la décroissance matérielle, assise de cet écosocialisme-écoféminisme dont se réclame le manifeste s'avère une société bon marché de sobriété solidaire. Les ménages y vivent dans des logements collectifs sociaux et écoénergétiques, ont recours au transport actif et en commun. La ville verte est reliée par des circuits courts à l'agriculture biologique à prédominance végétarienne. Les produits de consommation sont durables et réparables et détachés de la mode commerciale. S'il faut exproprier les banques et consorts, ce que ne réclame même pas le manifeste, c'est évidemment aussi pour orienter l'épargne nationale (et mondiale) vers la fabrication d'équipements et de produits pour construire cette société du soin et du lien. Mais c'est surtout pour couper à la racine le capitalisme dont les institutions financières sont économiquement la colonne vertébrale stratégique, pour les empêcher de nuire avec leurs grands projets inutiles, telle la filière batterie, énergivores et matériel-ivores.

Rupture n'est pas transition : son noyau dur en sont les femmes syndiquées

Ce petit paragraphe parle de financer non pas une société écosocialiste ou même simplement écologique mais la « *transition écologique* ». On doit sans doute se réjouir que le manifeste abandonne l'expression piège « *transition juste* » affectionnée par la bureaucratie syndicale pour mieux faire traîner les nécessaires réformes restructurantes de tout l'appareil économique et social. La gauche écologique comprend la nécessité du recyclage des personnes en emploi affectées par ces drastiques changements. Elle comprend aussi que ces chamboulements ne se feront pas sans elles mais avec elles. Pour ce faire, elle prône une réduction du temps de travail socialement nécessaire sans baisse de mieux-être social grâce au partage du travail assurant le plein emploi écologique y compris aux personnes

migrantes fuyant l'enfer créé par l'impérialisme et ses complices locaux. Elle comprend aussi que ce temps réduit sera celui de la démocratie directe et participative, à construire dans la lutte sociale, dépassant celle représentative du parlementarisme.

N'empêche que 'transition' n'est pas rupture. On ne peut transiter du capitalisme, encore moins du capitalisme néolibéral néofascisant, à l'écosocialisme. Évidemment la rupture est préparée par une époque de complexes luttes de classe avec ses hauts et ses bas et est suivi par une autre époque de consolidation et d'approfondissement avec de sérieux risques de relaps. C'est justement de cette période prérévolutionnaire — car il s'agit bien de tendre vers le point focal du moment révolutionnaire — qu'on aurait souhaité que le manifeste précise autrement que par une formulation passe-partout qu'elle « *ne peut se réduire à une stratégie électorale alternative* » mais qu'elle « *n'est pas concevable que sur la base de mobilisations sans précédent* ».

Quels sont les rapports entre le mouvement ouvrier organisé et la masse majoritaire inorganisée, entre le mouvement ouvrier et celui citoyen dit populaire, entre le prolétariat dit de souche et celui racisé, entre les femmes et les hommes le composant, sans compter ses rapports internationaux ? Pour le dire en très raccourci, au Québec et peut-être pour les pays du vieil impérialisme en général, les cols blancs femmes organisées, aiguillonnées par le mouvement citoyen surtout écologiste et relayées par les cols bleus du transport public et puis ceux de la logistique, ne sont-elles pas destinées à stimuler vers la grève climatique ces [nouveaux col bleus](#) du secteur des services et ceux de la construction mais directement producteurs de plus-value comme ceux de la logistique et des industries traditionnelles restantes ? À discuter. La montée néofasciste incite à leur regroupement en front antifasciste pour ensuite sur sa lancée viser le patronat et les gouvernements et non pas en illogique ordre inverse comme indiqué par le manifeste.

Qu'est-ce que cette décroissance électorale qui rejette l'anticapitalisme?

Le même petit paragraphe envisage « *une décroissance dans l'utilisation des énergies et des ressources* ». Tout de même ! Mais pourquoi ratatiner ainsi le domaine de la décroissance ? Car le sujet de la décroissance est d'abord et avant tout l'accumulation du capital sous l'implacable pression de la concurrence entre

les capitaux et au-delà entres les États. Cette accumulation se traduit immanquablement par celle de la consommation qui devient de masse et par celle des armements alimentant la guerre permanente froide et/ou chaude menant à des génocides. Ne pas revendiquer la décroissance matérielle, laquelle résume le tout, n'est pas autre chose qu'une reculade opportuniste par peur de l'opinion publique si ce n'est par pur électoralisme.

Les « besoins » rejettent la consommation compensatrice du stress existentiel

Puis vient le sympathique « *production centrée sur les besoins et le bien-vivre* ». Lesquels besoins ? Sans doute faut-il rejeter la futile pacotille imposée par l'ingénieuse propagande capitaliste appelée publicité et marketing. Idem la mode commerciale tant vestimentaire du prêt-à-porter-prêt-à-jeter et du dernier bidule électronique que, pour les classes moyennes supérieures, de la dernière cuisine ou de la dernière toilette japonaise ou de l'auto solo électrique de l'année, pour le 1%, du yacht ou de l'avion le plus flamboyant.

C'est cette consommation compensatrice du stress existentiel qui explique que les 10% les plus riches sont responsables des deux tiers du réchauffement global depuis 1990. La racine du problème consiste à répondre aux besoins basiques de la nourriture, du vêtement et de l'abri par une consommation sobre, saine, durable et solidaire qui exclut la maximisation individuelle des calories, de la garde-robe et des mètres carrés... et des forfaits touristiques appelés voyages. Cela signifie la fin de l'auto solo, de la maison « campagnarde » et du voyage en avion, le tout allègrement financé par les banques qui prennent à la gorge le peuple-travailleur. Pourquoi ce dernier devrait-il les rembourser lui qui est la source de leur richesse ?

L'écoféminisme est d'abord une société du soin et du lien rejetant la marchandise

Au petit paragraphe, le manifeste ajoute en quatrième position le sibyllin point « *La lutte pour une société écoféministe* ». Mais encore ? On veut probablement signifier une société du soin et du lien, expression avancée par la CGT française, en particulier sa présidente. Pourquoi ne pas le dire ? La société capitaliste a comme but la production de plus-value, source du profit, extraite de la valeur des produits c'est-à-dire du temps socialement nécessaire à leur fabrication pondéré par l'intensité du capital et ajusté par l'offre et la demande. Pour réaliser cette valeur, il

faut la vendre à son juste prix, trop bas c'est la ruine à terme du producteur, trop haut c'est le monopole qui ruine la concurrence. En régime capitaliste, le travail qui reproduit la force de travail créant la valeur, en d'autres mots le soin, est évidemment une incontournable nécessité. Mais ce travail de soin est non-créditeur de valeur d'où l'exigence que ce soit un travail fait gratuitement ou à rabais, c'est-à-dire surtout par les femmes.

Dans une société écosocialiste, au contraire, la reproduction de la force de travail, le soin, est au centre de l'économie. Le soin en termes de catégorie économique est appelé services aux personnes. Il implique donc un lien entre personnes autre que la froide vente d'un produit bien que celui-ci puisse jouer un rôle auxiliaire strictement limité. On dit alors que ce lien est personnel car il requiert de s'intéresser à l'intimité des personnes pour mieux rendre le service bien qu'existe la possibilité de la perversion de s'y intéresser pour mieux exploiter le « client ». On peut en effet réifier le service par exemple un cours enregistré ou plus simplement un service minuté. Mais un service personnel ne se stocke pas ni ne se transporte d'où son incompatibilité avec le marché qui le dénature. Il est inhérent aux personnes et non au capitalisme. De plus, on ne peut pas prendre soin des gens sur une terre où le lien entre nature et humanité est en voie de destruction car l'humanité fait partie de la nature. Il faut donc aussi prendre soin de la nature, de maintenir l'équilibre de l'écosystème terrestre. L'écoféminisme s'imbrique ainsi avec la terre-mère autochtone.

Une socialisation étroite empêtrée dans le nationalisme économique du XXe siècle

La première orientation demande « *[l]a remise en question de l'exploitation de nos ressources naturelles et de notre énergie par des multinationales étrangères, la socialisation de ces ressources et l'instauration de leur contrôle démocratique.* » Pourquoi encore une fois ce focus sur la socialisation, mot introduit par un détour inutile, seulement des ressources naturelles et en plus restreintes à celles possédées par les multinationales étrangères ? On a ici l'impression non pas d'un écosocialisme du XXIe siècle, qui exigerait la socialisation sans détour d'abord de la Finance et ensuite des transnationales de l'énergie, des communications et des transports, mais du bon vieux socialisme étriqué du XXe siècle obnubilé par la transformation des ressources naturelles et le nationalisme économique.

Une indépendance qui ne dit pas son nom et dont on ignore le côté écologique

Puis vient la troisième orientation concernant l'indépendance... sans que le mot n'apparaisse ! On y va plutôt de mots ronflants pour épater la galerie — « *république sociale* », « *État colonial et capitaliste* » — sans même que le fondement économique et politique, mais surtout écologique, de la nécessité de rompre l'État canadien ne soit abordé. Le Canada est une moyenne puissance impérialiste assise sur l'exploitation des ressources naturelles, surtout pétro-gazières, qui s'est historiquement construit par la conquête coloniale des peuples autochtones et de celle des peuples acadien et québécois. Pour se libérer du joug de l'axe Ottawa-Toronto-Calgary, ces nations aspirent à l'autonomie et, dans le cas du Québec qui en a les capacités démographiques, économiques et territoriales, à l'indépendance. Quant à la Constituante mise en exergue, ce n'est qu'un moyen tout à fait critiquable comme tactique centrale pour la lutte indépendantiste.

La justice sociale est inhérente à la justice climatique et lui est centrale

Puis vient la brève cinquième orientation sur le développement des services publics sous contrôle citoyen. C'est peu pour exprimer toute la dimension de la justice sociale que le mouvement écologique associe systématiquement à la justice climatique. Cette association n'a rien d'accidentelle ni même n'est que nécessaire juxtaposition par opportunisme politique. La rupture écosocialiste signifie le bouleversement de l'ensemble de l'infrastructure économique et la révolution des rapports sociaux aboutissant à un maximum de démocratie directe et participative. Cette rupture est strictement impossible sans le soulèvement de la terre et du fleuve pour parodier l'appellation des fédérations écologiques radicales de la France et du Québec. Les services publics sous contrôle citoyen sont le cœur battant de la société du soin et du lien.

Les services existants de la santé, de l'éducation et des services sociaux retrouveront tant leur gratuité que la complète couverture des besoins. S'y additionneront aux mêmes conditions les garderies pour tous les enfants, le transport en commun mur-à-mur, l'électricité de base, l'agriculture maraîchère urbaine et la culture. À bon marché s'ajouteront le logement écoénergétique, les communications et l'alimentation de base dé-carnée et saine. L'écosocialisme peut certainement revendiquer beaucoup mieux que le candidat de la gauche du parti Démocrate à la mairie de New York soutenu par Alexandria Ocasio-Cortez, la

députée progressiste. Selon le New York Times, «*M. Mamdani a demandé un salaire minimum encore plus élevé, soit 30 dollars [US] de l'heure d'ici à 2030, et souhaite créer des épiceries municipales.* »

Les gens migrants viendront en masse pour bâtir la nouvelle société écosocialiste

Comme toute bonne énumération de gauche, les deux dernières orientations concernent l'internationalisme. La névralgique migration engendrée par la pluricrise civilisationnelle n'en est qu'à ses débuts. Elle prendra probablement une tournure exponentielle au fur et à mesure que les damné-e-s de la terre fuiront un Sud géographique et géostratégique rendu invivable par des canicules, des moussons et des sécheresses meurtrières envenimées par des répressions et des guerres sans fin. Il ne suffit pas de clamer « *la liberté de circulation et d'installation* » mais d'en souligner les conditions de réalisation.

La première est le plein emploi écologique grâce au partage du travail socialement nécessaire auquel les personnes migrantes seront intégrées par une politique d'accueil en ce sens comprenant l'apprentissage du français, la mise à niveau des compétences sans exagération corporatiste et une création de logements supplémentaires et de bonification des services publics. On peut être assuré que ces personnes migrantes participeront à ces travaux tout comme elles l'ont fait comme « travailleuses et travailleurs essentiels » durant la pandémie. C'est là la meilleure réponse à l'écœurant racisme systémique qui mérite certainement un débat public du genre de la « *Commission de la vérité et de la réconciliation* » anti-apartheid de l'Afrique du Sud.

Une politique internationale anti GES passant par la lutte contre les génocides

Quant à « *la construction d'un réseau de solidarité altermondialiste visant l'émancipation des peuples* », ce vœu pieux n'aide en rien à déterminer une politique internationale écosocialiste. Un Québec écosocialiste qui sent lui souffler dans le cou la superpuissance étatsunienne en voie de néo-fascisation doit se poser la question de sa défense tout comme se doter des moyens, si nécessaire, de soutenir les peuples en lutte comme l'Ukraine. Il faut une force militaire défensive mobilisant l'ensemble de la population dont un corps professionnel volontaire et un budget d'armement à la hauteur. Bien sûr, sa politique diplomatique doit reposer

sur la lutte pour les droits nationaux, pour la démocratie et surtout pour une politique internationale climatique anti GES et pour la biodiversité. Cette politique ne doit pas craindre de soutenir monétairement et technologiquement tout comme envoyer des volontaires pour la réalisation de ces politiques dans les pays du Sud. Ce n'est pas là charité mais compensation pour le pillage écologique impérialiste auquel ont participé les entreprises du Québec. Sans compter que le Québec écosocialiste se doit d'annuler la dette des pays dépendants et celle de l'Ukraine.

La première et immédiate tâche internationaliste de toute personne écosocialiste demeure la lutte tenace contre les guerres génocidaires faites à la vue de toutes et soutenues par nos gouvernements à quelques déclarations près non suivies d'actions à l'avenant ou seulement de faire-semblant. Comment pourrait-on mener une lutte conséquente pour une société du soin et du lien basée sur la décroissance matérielle tout en se taisant à propos du génocide sioniste, et écocide faut-il le préciser, à l'encontre du peuple palestinien et même à propos des guerres civiles soudanaise et birmane à tendance écocidaire ? Pourtant le manifeste tait guerres et génocides. Un tel manifeste prétendument anticapitaliste et écosocialiste qui ne dépasse pas l'horizon du capitalisme vert en plus de garder un silence complice sur les génocides en cours ne mérite que le rejet.

Je propose comme base de discussion non pas un manifeste alternatif mais un bref programme de combat pour un Québec solidaire anticapitaliste vers une société du soin et du lien basé sur la décroissance matérielle. Deux premières versions ont été publiées par Presse-toi-à-gauche et ESSF mais on trouvera une version finale sur [mon blogue](#) sous le titre « *Un programme de combat, et non de gouvernement, pour un Québec solidaire anticapitaliste vers une société du soin et du lien* ».

Marc Bonhomme, 15 juin 2025

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca